

Réinventer le Québec: Douze chantiers à entreprendre

Marcel Boyer

Université de Montréal et CIRANO

Nathalie Elgrably-Lévy

HEC Montréal

IEDM - 21 mai 2014

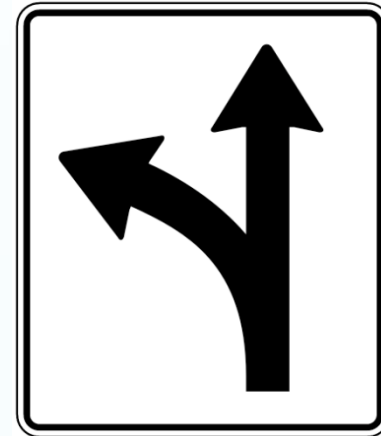


Le modèle québécois

- Origine et nature
- Performance
- Objectifs à atteindre
- Chantiers à entreprendre



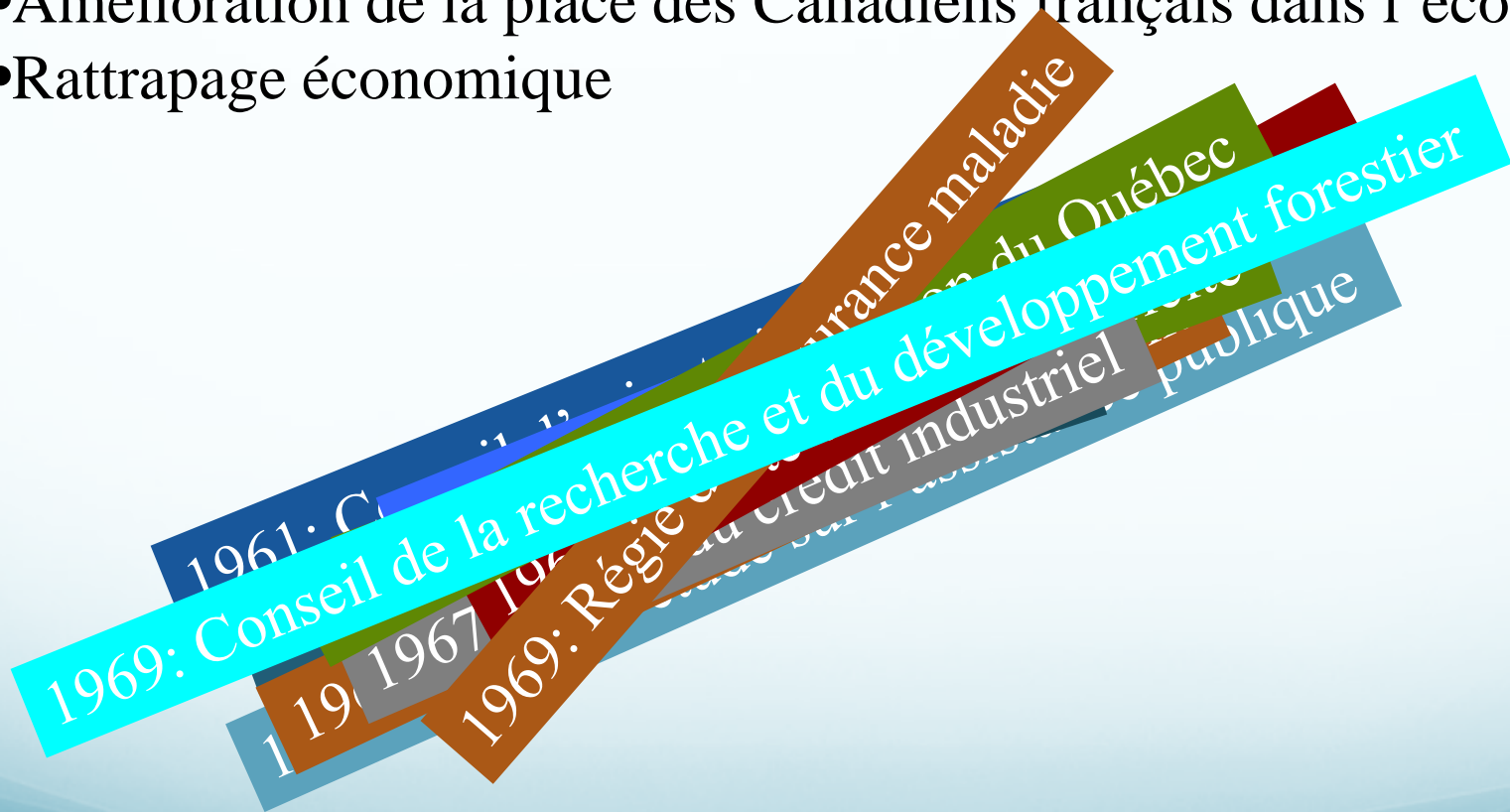
Origine et nature



Comment? Grâce à un État **fort** et **interventionniste!**

L'État devient un acteur de premier plan.

- Laïcisation de la société
- Réforme du rôle de l'État et expansion de la fonction publique
- Amélioration de la place des Canadiens français dans l'économie
- Rattrapage économique

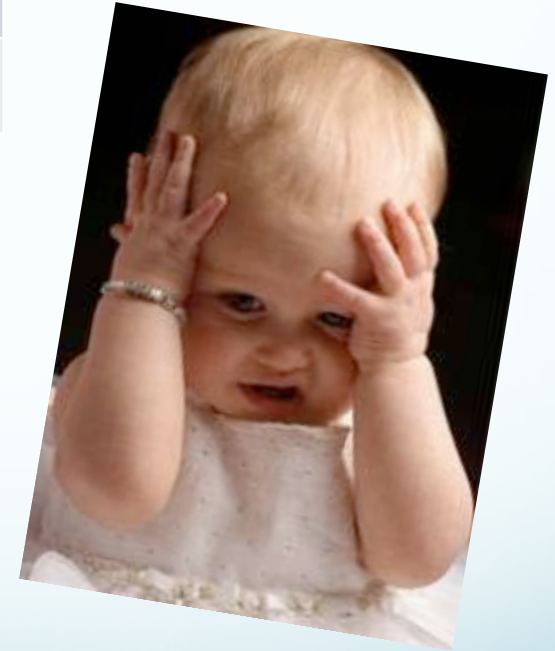
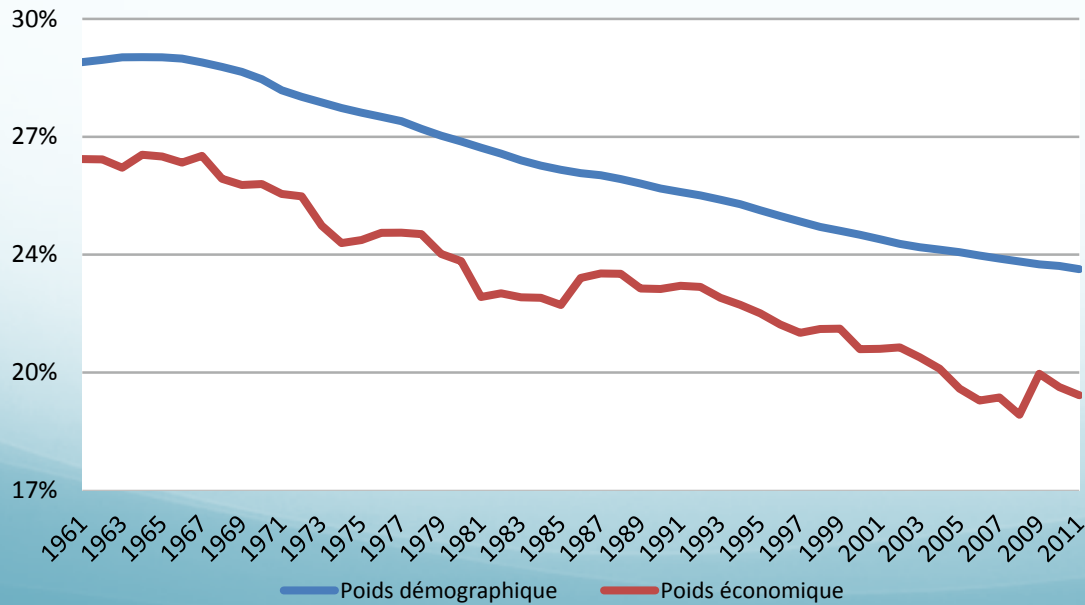


Performance

PIB par habitant en dollars enchaînés de 2011 et PPA

	en 1981	en 2011
Le Québec dans l'OCDE	14 ^e	17 ^e
Le Québec en Amérique du Nord	48 ^e	56 ^e
Le Québec dans le Canada	5 ^e	6 ^e

Poids démographique et poids économique du Québec dans le Canada 1961- 2011



Revenu total médian, revenu total moyen et revenu total moyen après impôts

Total et par quintile, dollars de 2010

	Total		Quintile inférieur		Quintile supérieur	
	1976	2010	1976	2010	1976	2010
Revenu total médian	4 ^e	8 ^e	-	-	-	-
Revenu total moyen	4 ^e	7 ^e	4 ^e	8 ^e	4 ^e	7 ^e
Revenu total moyen après impôts	4 ^e	7 ^e	4 ^e	8 ^e	4 ^e	7 ^e



PIB réel par emploi En PPA constants % de variation 1981-2011

Finlande	90,2
Suède	83,1
Royaume-Uni	75,2
France	43,0
Allemagne	43,6
États-Unis	61,8
Canada	37,7
Québec	27,8

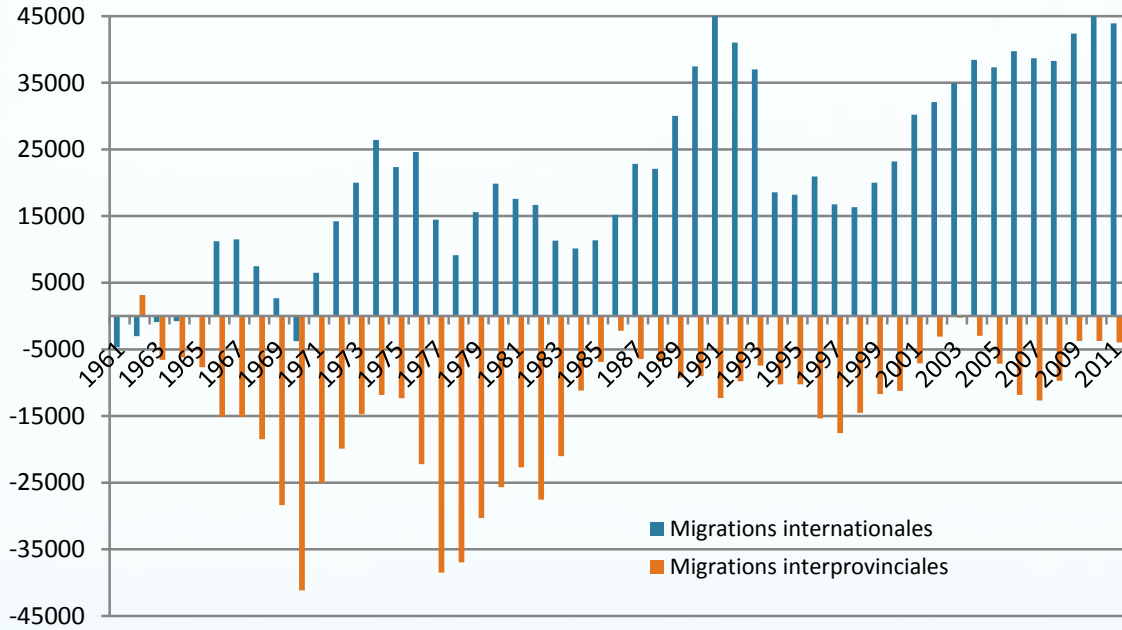
1981-2011

Population de moins de 15 ans : **-11,7%**

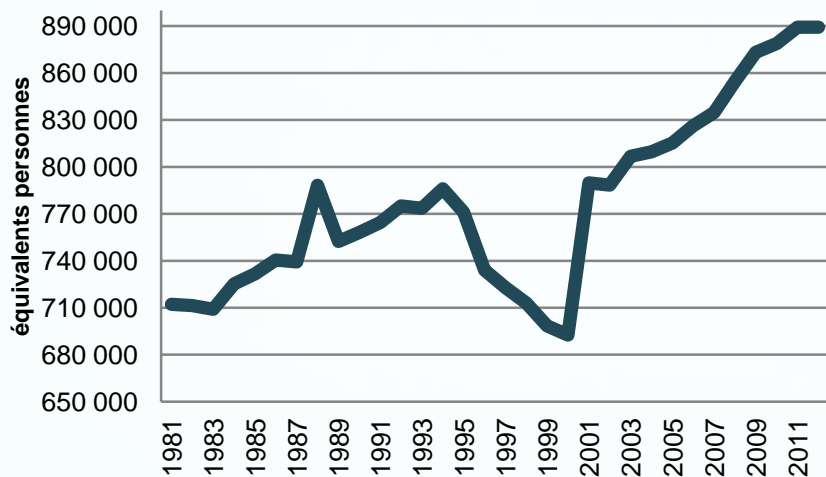
(+16% en Ontario et +6,5% dans le ROC)

Population de 15 à 44 ans : **-5,4%** (+28,8% en Ontario et + 22,6% dans le ROC)

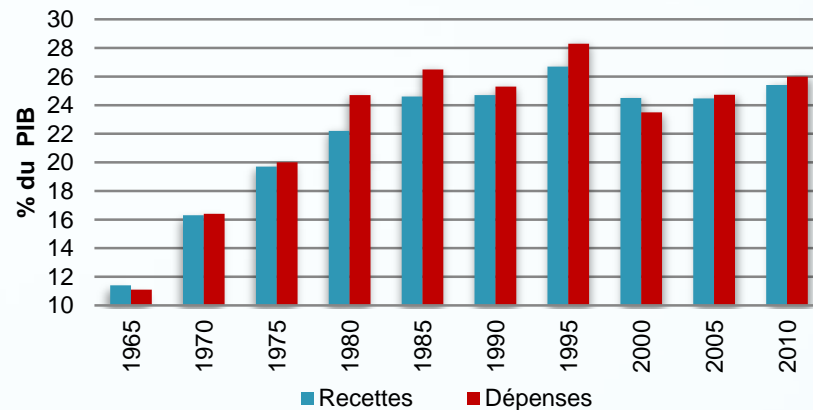
Migrations internationales et interprovinciales 1961-2011



**Effectif du secteur public au Québec
1981 - 2012**



**Recettes et dépenses
Administration provinciale
Québec, en pourcentage du PIB
1965 - 2010**



Résultat?



**Dette du secteur public
> 260 milliards, 75% du PIB**

Service de la dette : 10 milliards \$

= 50% de l'impôt sur le revenu des particuliers perçu par Québec

= 60% de TVQ

= 238% de l'impôt des sociétés

La fiscalité des particuliers

Jour de libération fiscale 2013 :

- 18 juin au Québec vs 10 juin au Canada
- Seuls les habitants de Terre-Neuve et Labrador attendent plus longtemps

Taux effectifs marginaux d'imposition :

36,6% pour les familles québécoises vs 32,7% au Canada

En 2011, chaque Québécois a payé en moyenne 11 000\$ en impôts aux administrations locales et provinciales vs 9 711\$ au Canada.

1981-2009- *Le taux de pression fiscale* au Québec, tous paliers de gouvernements confondu, était:

- le plus élevé au Canada
- supérieur au taux américain
- supérieur au taux moyen des pays de l'OCDE



La fiscalité des entreprises



Tableau 8.2
Impôt provincial à payer
sur le revenu des sociétés

	2008					
	Impôt à payer sur un revenu de 300 000\$		Impôt à payer sur un revenu de 600 000\$		Impôt à payer sur un revenu de 1 500 000\$	
	\$	rang	\$	rang	\$	rang
Colombie-Britannique	11 982 \$	4	38 963 \$	4	142 445 \$	2
Alberta	9 000 \$	2	28 322 \$	1	118 322 \$	1
Saskatchewan	13 500 \$	5	37 111 \$	3	149 586 \$	3
Manitoba	6 000 \$	1	34 994 \$	2	156 470 \$	4
Ontario	16 500 \$	9	59 334 \$	10	210 000 \$	10
→ Québec	24 000 \$	10	54 800 \$	9	157 400 \$	5
Nouveau-Brunswick	15 000 \$	6	46 000 \$	6	163 000 \$	6
Nouvelle-Écosse	15 000 \$	7	52 000 \$	8	196 000 \$	9
Île-du-Prince-Édouard	10 420 \$	3	45 894 \$	5	189 894 \$	8
Terre-Neuve-et-Labrador	15 000 \$	8	48 000 \$	7	174 000 \$	7



Taxes sur la masse salariale
Coûts occasionnés par la réglementation

Mettre fin à la sous-performance et à l'appauvrissement relatif

10 ans

Se libérer de la péréquation

Atteindre le taux moyen de prestataires d'assurance-emploi au Canada

Comblent notre déficit d'investissement des entreprises

20 ans

Atteindre le PIB par habitant et le taux d'emploi moyen du ROC

Comblent le déficit de jeunes et de jeunes travailleurs

Atteindre le niveau de dette par habitant de l'Ontario

Comblent le déficit de commercialisation de la RD

Comment y arriver?



Révolutionner les mentalités, les moyens et les processus

Il faut un modèle

- Innovant et responsable
- Flexible
- Motivant
- Entreprenant
- Hostile à la médiocrité
- Réfractaire aux groupes de pressions

DOUZE CHANTIERS EN TROIS GROUPES

1.LES CARACTÉRISTIQUES STRUCTURANTES

2.LES POLITIQUES SECTORIELLES ESSENTIELLES

3.LES POLITIQUES INSTITUTIONNELLES DE L' ALLIANCE

RAPPEL

NOTRE OBJECTIF: UNE SOCIAL-DÉMOCRATIE EFFICACE, RESPONSABLE, PROSPÈRE, ÉPRISE DE LIBERTÉ, DE CONQUÊTE ET D' EXCELLENCE, ET VÉRITABLEMENT RESPECTUEUSE DES CITOYENS

NOTRE PERSPECTIVE: UN PROJET DE SOCIÉTÉ ANCRÉ SUR LE MOYEN ET LONG TERME

NOTRE PROGRAMME: DOUZE CHANTIERS POUR FAÇONNER LES *CONDITIONS* D' UN DÉVELOPPEMENT EFFICACE, VOIRE OPTIMAL

NOTRE CONCLUSION: LE QUÉBEC VIT *AU-DESSOUS* DE SES MOYENS

1. LES CARACTÉRISTIQUES STRUCTURANTES

- I. Redéfinir les rôles respectifs des secteurs public ou gouvernemental d'une part et privé ou concurrentiel d'autre part
- II. S'abstenir de manipuler indûment les signaux de rareté et de valeur relatives que sont les prix concurrentiels
- III. Favoriser le recours systématique aux mécanismes concurrentiels dans la production et la distribution des biens et services publics et sociaux
- IV. Mettre sur pied des méthodes et processus d'évaluation rigoureuse, transparente, indépendante et crédible des politiques et programmes publics

2. LES POLITIQUES SECTORIELLES ESSENTIELLES

- V. Redynamiser le développement et l'adaptation de notre capital humain en responsabilisant davantage nos écoles, collèges et universités et en poursuivant une politique d'immigration plus agressive et plus efficace
- VI. Accroître la participation du secteur privé au sein du système public de santé
- VII. Valoriser les ressources environnementales – et l'eau en particulier – par la création de marchés et ce, pour en assurer une protection et une valorisation optimales et raisonnées
- VIII. Favoriser les partenariats public-privé dans le développement et le maintien des infrastructures publiques.

3. LES POLITIQUES INSTITUTIONNELLES DE L' ALLIANCE

- IX. Réformer la taxation pour la rendre incitative, cohésive, inclusive et simple, favorable à la flexibilité
- X. Abolir le salaire minimum en faveur d'un programme de redistribution directe et incitative des revenus et de la richesse
- XI. Mettre à un niveau concurrentiel notre régime de relations de travail
- XII. Instaurer un programme de financement plus agressif de la R&D, de sa valorisation et de sa commercialisation.